

Février 2012

Fiche de l'Irsem n°15

Etat de lieux des tensions en Mer de Chine méridionale : quelles perspectives pour 2012 ?

Frédéric PUPPATTI

Pour citer ce document :

Frédéric PUPPATTI*, "*Etat des lieux des tensions en Mer de Chine méridionale : quelles perspectives pour 2012 ?*"

Fiche de l'Irsem n° 15,

Février 2012, 10 pages

<http://www.irsem.defense.gouv.fr>

**doctorant à Lille 2, rattaché à l'IRSEM*

«Etat des lieux des tensions en Mer de Chine méridionale :
quelles perspectives pour 2012 ? »

Février 2012

Nous assistons depuis près de vingt-ans à l'émergence économique, et diplomatique, d'un pays, la Chine, qui a su en peu de temps combler son retard en la matière pour devenir au terme de l'année 2011 un acteur incontournable de la nouvelle Asie, et du rapport de forces géopolitique mondial.¹

La Chine a fait le pari d'acquiescer ses gallons de puissance asiatique au moyen d'un long et difficile apprentissage des standards diplomatiques internationaux à une période où sa politique intérieure semblait s'essouffler aux yeux du peuple chinois en quête de nouveaux idéaux.² La volonté de mettre en place un État fort et une « société harmonieuse », comme ne manque pas de rappeler le discours officiel chinois de ces dernières années, passe aussi par une profonde redéfinition des objectifs supranationaux.

Pourtant, au cours de cette période, le réveil chinois fait craindre le pire pour la plupart de ses voisins qui, soucieux de leurs intérêts dans la région (et bien au-delà), assistent chaque jour à de nouvelles démonstrations de puissance de Pékin et à sa capacité de vouloir atteindre en un minimum de temps un certain nombre d'objectifs sur des sujets tels que la construction régionale en Asie du Sud-Est (débutée dans le contexte de la Guerre Froide), l'accélération de l'intégration économique depuis 1997 et la crise financière survenue dans cette région, la reconfiguration régionale à travers le prisme de l'équilibre stratégique...

La Chine souhaite prendre part à la construction d'une Asie nouvelle, en quelque sorte à son image (cela lui assurerait un environnement plus stable afin de satisfaire sa soif de paix, de sécurité et de développement économique),³ et viendrait couronner son émergence régionale avant de regarder au-delà de sa sphère d'influence directe.

Les objectifs de Pékin en Asie du Sud-Est sont ambitieux, et d'ailleurs plusieurs pays de la région n'hésitent pas à se sentir directement menacés. Outre le fait que cette partie de l'Asie est en quelque sorte (re)devenue le « pré-carré » naturel de la Chine depuis son ouverture, cette région voit de nouveaux rapports de force cohabiter autour du même espace vital : la Mer de Chine méridionale constitue aujourd'hui le carrefour maritime principal du sud-est asiatique puisqu'il s'agit d'un axe de transit majeur (près de 25% des marchandises mondiales transitent par cette voie), elle détient une quantité de richesses (halieutiques et surtout énergétiques) qui se trouvent déjà largement surexploitées ailleurs dans le monde.⁴

¹ HENG-LIM Yves, *Les implications politiques et stratégiques de l'ascension chinoise en Asie Orientale* [en ligne], Thèse de Doctorat, Sécurité internationale et défense, Lyon, Université Jean Moulin Lyon 3, 2008, disponible sur http://theses.univ-lyon3.fr/documents/lyon3/2008/lim_yh/download.

² CABESTAN Jean-Pierre, *La politique internationale de la Chine : entre intégration et volonté de puissance*, Paris, Presse de Sciences Po, 2010, Collection Références : mondes, 460 p.

³ BOISSEAU du ROCHER Sophie, « La Chine en Asie du Sud-Est : une relation instructive », *Géopolitique*, novembre 2010, n°111, pp 35-41.

⁴ SCHOFIELD Clive *et al.*, « From disputed waters to seas of opportunity: overcoming barriers to maritime cooperation in East and Southeast Asia », National Bureau of Asian Research, Special Report, n°30, July 2011, disponible sur <http://www.nbr.org/publications/issue.aspx?id=233>

«Etat des lieux des tensions en Mer de Chine méridionale :
quelles perspectives pour 2012 ? »

Février 2012

Pour reprendre une expression formulée à l'origine par François GIPOULOUX⁵, cette « Méditerranée asiatique » a acquis tout au long de l'histoire un rôle non négligeable dans le domaine des préoccupations géostratégiques de la région. C'est d'ailleurs en mars 2010 que le terme d'« intérêt vital » a vu le jour à la suite d'une déclaration faite par Pékin s'adressant au département d'Etat américain après une vente d'armes supplémentaire concédée à Taiwan au mois de janvier de la même année.⁶

Bien qu'il ne soit pas exhaustif, cet état de l'art présente quelques-uns des travaux les plus pertinents sur la gestion des contentieux territoriaux en Mer de Chine méridionale.⁷

A) Un espace maritime de première importance pour Pékin

La Mer de Chine méridionale (南海 où *nánhǎi* en chinois) d'une superficie d'environ 3 500 000 km², bordée par 10 pays (Brunei, Cambodge, Chine, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande et Vietnam) fait l'objet de préoccupations géostratégiques qui perturbent la paix dans la région : d'un point de vue économique-stratégique, il s'agit d'une des principales routes maritimes de la région servant de passage obligé vers la Chine, la Corée du Sud et le Japon vers le Nord, les États-Unis et les Amériques vers l'Est, et enfin le Moyen-Orient, l'Afrique, l'Europe et l'Australie par le Sud. Pour Pékin, c'est un espace maritime vital puisque 80% de ses importations énergétiques y transitent.⁸ Les priorités stratégiques (développement économique, stabilisation et sécurisation de la périphérie) mises en place par le gouvernement chinois afin de satisfaire la croissance du pays au début des années 1980, répondent très largement au besoin grandissant d'assurer une maîtrise totale de ce que la Chine considère être sa « zone d'influence directe ».⁹

Ainsi que le rappelle très justement Lionel Vairon, le pouvoir chinois doit également porter une attention croissante sur les aléas d'une politique pour le moins coercitive qui intervient à un moment clé dans l'histoire d'un « grand pays en développement ». C'est ainsi que la Chine doit

⁵ GIPOULOUX François, *La Méditerranée asiatique : villes portuaires et réseaux marchands en Chine, Japon et en Asie du Sud-Est, XVIe-XXIe siècle*, Paris : CNRS éd., 2009, Réseau Asie, 480 p.

⁶ RAILLON François, « Les voies étroites de l'Asie du Sud-Est », *Questions internationales*, mars-avril 2011, n°48, pp 74-82.

⁷ A lire également TERTRAIS Hugues (dir.), « La Chine et la mer : sécurité et coopération régionale en Asie orientale et du Sud-Est », Paris, L'Harmattan, 2011, 222 p.

⁸ GUILLARD Olivier, « Tensions en mer de Chine du Sud : quand le *Dragon* sort ses griffes », IRIS [en ligne], juin 2011, Actualité Stratégique en Asie, n°87, disponible sur http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/2011-06-asa87.pdf

⁹ VAIRON Lionel, « La pensée stratégique chinoise : quelques pistes de réflexions », *Revue internationale et stratégique*, 2011/2, n°82, pp 135-141.

«Etat des lieux des tensions en Mer de Chine méridionale :
quelles perspectives pour 2012 ? »

Février 2012

surtout veiller à ne pas brusquer le cours des choses, car cela risquerait de semer la crainte dans l'ensemble des pays situés à sa périphérie.¹⁰

Comme nous pouvons nous en apercevoir, Pékin manifeste avec véhémence ses ambitions maritimes à la manière du temps des grandes explorations impériales de la dynastie Ming et de l'amiral Zheng He.¹¹ Cyrille Coutansais ne manque pas de rappeler que c'est à travers le « miroir de la mer » que la Chine envisage de mener à bien son développement et sa renaissance digne d'une grande puissance maritime du passé.¹²

Si l'on s'intéresse d'un peu plus près à l'origine d'une politique maritime extérieure chinoise, il faut rappeler que ce n'est qu'à partir de 1947 (et après la publication dans un atlas privé par un inconnu chinois d'une carte où apparaît un trait délimitant la Mer de Chine méridionale) que les dirigeants de l'époque s'intéressent à la question.¹³ Cet acte de « circonscription » intervient bien entendu dans un contexte politique dominé par des impératifs liés à la reprise de la guerre civile, et ce peu de temps avant le repli des troupes du Guomindang vers Taiwan. Il est d'ailleurs intéressant d'observer dans le même ordre d'idées que l'Indonésie, vaste archipel de 17 000 îles et pays maritime majeur en Asie du Sud-Est, n'a adopté de politique maritime officielle qu'à partir de 1957.¹⁴

Depuis cette date, Pékin ne cessera plus de revendiquer cet espace maritime d'intérêt national, et n'hésitera plus à faire valoir ses arguments qui demeurent, aux yeux de certains (et pas nécessairement du point de vue de Taiwan), « archaïques » voire « infondés ».¹⁵

C'est d'ailleurs au nom des principes de souveraineté nationale que Pékin a choisi de se prémunir contre d'éventuelles « menaces externes » qui pourraient menacer son émergence régionale: la politique d'endiguement (*containment* où la stratégie d'encerclement progressif et efficace de l'adversaire afin de limiter sa capacité d'action) exercée par les États-Unis à l'encontre de la Chine encourage cette dernière à adopter une position de plus en plus ferme.¹⁶

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Zheng He (1371-1433), eunuque et amiral sous le règne de l'empereur Yongle, était le commandant de la flotte impériale chinoise qui devait permettre l'exploration et la conquête de l'Océan Indien. Ses missions l'aurait conduit jusqu'à l'autre bout de l'Océan Indien et les rives orientales d'Afrique.

¹² COUTANSAIS Cyrille, « La Chine au miroir de la mer », *Revue internationale et stratégique*, 2010/2, n°78, pp 28-39.

¹³ SCHAEFFER Daniel, « Mer de Chine méridionale : une sanctuarisation chinoise » In « La Chine, puissance déconcertante », *Revue Défense Nationale* [en ligne], Tribune n°14, été 2011, disponible sur <http://fr.calameo.com/read/00055811528662ec888aa>

¹⁴ SCIASCIA Alban, « Partager le fardeau de la sécurité maritime en Asie du Sud-Est », *Revue Défense Nationale* [en ligne], Tribune n°60, mars 2011, disponible sur http://www.defnat.com/site_fr/tribune/tribune-moisprec.php

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ ROBERT Magali, « Puissance Chine, la stratégie d'affirmation internationale chinoise », Fiche de l'IRSEM, n°1, mars 2010, disponible sur http://www.irsem.defense.gouv.fr/IMG/pdf/Fiche_no1.pdf

«Etat des lieux des tensions en Mer de Chine méridionale :
quelles perspectives pour 2012 ? »

Février 2012

Ainsi, et ce depuis son ouverture économique amorcée au début des années 1980, la Chine renforce peu à peu sa présence en Mer de Chine méridionale, un espace maritime qui est devenu malgré lui l'une des principales zones de tensions en Asie.¹⁷ La présence de nombreux pays tout autour voulant coûte que coûte prévaloir leurs intérêts nationaux donne lieu depuis plus d'une vingtaine d'années à des affrontements intervenant de manière plus ou moins régulière. Pékin doit se montrer soucieuse et pouvoir assimiler plus facilement les revendications de ses voisins, ce qui constitue là encore un très bon exercice d'apprentissage des normes diplomatiques.

Le moment est venu pour les dirigeants chinois de mener deux approches qui tendent à se rejoindre : ils devront, dans un premier temps, contribuer à faire de la Mer de Chine méridionale le terrain privilégié de la « renaissance » régionale chinoise, puis dans un deuxième temps, ils devront d'avantage prendre part au dispositif de coopération régional mis en place afin démontrer à leurs homologues (asiatiques ou non d'ailleurs) leur volontarisme et leur détermination à faire de cet espace maritime un modèle à suivre pour le reste de l'Asie.

B) Une voie d'échanges au cœur de toutes les convoitises

La Mer de Chine méridionale, par ses caractéristiques géographiques et son positionnement stratégique, constitue depuis plus de vingt ans le centre névralgique des principales tensions encore vivaces aujourd'hui en Asie.¹⁸ Bien plus qu'une simple voie de communication naturelle, elle est surtout devenue un terrain d'affrontements répétés qui menacent l'ordre et la stabilité. Ainsi, l'ensemble des pays de l'ASEAN (soit la plupart des pays riverains) n'hésite plus à exprimer le « malaise » chinois ressentit et nombreux sont ceux qui font part de leur inquiétude face à un équilibre des forces en présence de plus en plus instable.¹⁹ Ce sentiment que partagent les membres de l'ASEAN trahit surtout cette ambiguïté qu'entretient la Chine depuis la restauration de ses liens diplomatiques avec ces pays (débutée au début des années 1990), et cela nous invite certainement à repenser le mode relationnel dans le cas d'une Chine qui dicte ses règles trop facilement.²⁰ La question de la souveraineté territoriale est au cœur de ces tensions qui secouent la Mer de Chine méridionale. Si certains auteurs, tel Mikael Weissmann²¹, voient dans ce genre de conflit un exemple qui résume la limite et la prévention des risques de débordements en Mer de Chine méridionale au cours de la période 1990-2008, d'autres doutent de l'efficacité de la

¹⁷ On trouvera en annexe une liste des tensions dans cette région.

¹⁸ HENG-LIM Yves, « La Mer de Chine méridionale, échiquier du jeu entre grandes puissances » In JOURNOUD Pierre (dir.) « L'évolution du débat stratégique en Asie du Sud-Est depuis 1945 », *Etude de l'IRSEM*, à paraître.

¹⁹ PEH Shing-Huei, « Une présence un peu trop embarrassante », *Courier international*, avril 2010, n°1014, p.28

²⁰ BOISSEAU du ROCHER Sophie, *op. cit.*

²¹ WEISSMANN Mikael, « The South China Sea conflict and Sino-ASEAN relations: a study in conflict prevention and peace building », *Asian Perspective* [en ligne], vol.34, n°3, 2010, disponible sur <http://www.asianperspective.org/articles/v34n3-b.pdf>

«Etat des lieux des tensions en Mer de Chine méridionale :
quelles perspectives pour 2012 ? »

Février 2012

démarche qu'adoptent les pays de l'ASEAN dans la mise en place de politiques sécuritaires viables.²²

Comme le fait remarquer Sophie Boisseau du Rocher, la région est désormais prisonnière de son mécanisme interne de fonctionnement encore trop laxiste (ce qui n'est pas sans conséquence sur la survie du processus décisionnel, grandement dépendant du géant chinois).²³

Les motivations diffèrent en effet d'un pays à l'autre, et la méthode de la recherche d'un consensus (*ASEAN way*) est toujours privilégiée. Cette diplomatie informelle est devenue au fil du temps la « marque de fabrique » d'une organisation régionale qui cherche encore sa voie dans un contexte d'une Asie du Sud-Est en pleine reconfiguration.²⁴

Alors que le processus de construction régionale entamé en 1967 atteint une étape supplémentaire avec la fin de la Guerre Froide (rétablissement des liens diplomatiques entre la Chine communiste et les pays d'Asie du Sud-Est), des tensions surviennent au cours de l'année 1994 lorsque la Chine fait main basse sur les îles Spratleys.²⁵ Cet incident est perçu de la part des autres pays comme une provocation de la part de Pékin qui dépêche des bâtiments dans cette zone afin d'empêcher le Vietnam de procéder à des opérations de forage. La Mer de Chine méridionale renferme de riches gisements de pétrole et de gaz naturel vitaux à la croissance économique de ces pays pour la plupart tous en voie de développement.

C'est pourquoi une forme de « nationalisme des ressources » (*resource nationalism*) apparaît dans le discours officiel des dirigeants de chaque pays concerné : une demande croissante en énergie de l'ensemble de la région Asie-Pacifique, la sécurisation des voies d'approvisionnement (en réponse à la recrudescence des activités de piraterie dans le détroit de Malacca²⁶) et la gestion faite par chaque pays de son espace maritime respectif²⁷ constituent autant d'impératifs déterminants pour le maintien de l'équilibre régional.

Ce n'est qu'à partir de 2005 et la mise en place de l'*East Asian Summit*²⁸ qu'une étape supplémentaire pour la construction régionale et l'équilibre global est franchie.²⁹

²² SANCHEZ-CACICIEDO Amaia, « Peacebuilding in Asia: refutation or cautious engagement? », EUISS, Occasional paper, november 2010, n°86, disponible sur http://www.iss.europa.eu/uploads/media/op86_Peacebuilding_in_Asia.pdf

²³ BOISSEAU du ROCHER Sophie, *L'Asie du Sud-Est prise au piège*, Paris, Perrin, 2009, Perrin Asies, 452 p.

²⁴ JOURNOUD Pierre, « L'ASEAN et la sécurité en Asie du Sud-Est », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°30, automne 2009, pp 109-124.

²⁵ Ces îles étaient déjà revendiquées par la Chine une première fois en 1978 puis en 1988.

²⁶ FRECON Eric, « The resurgence of Sea piracy in Southeast Asia », IRASEC, Occasional paper, n°5, disponible sur http://www.irasec.com/components/com_irasec/media/upload/OP05-Piracy_E-Frecon.pdf

²⁷ COLLINS Gabe *et al.*, « Asia's rising energy and resource nationalism », National Bureau of Asian Research, Special Report, n°31, september 2011, disponible sur http://www.nbr.org/publications/specialreport/pdf/Free/SR31_EnergySecurity.pdf

²⁸ La dernière séance s'est tenue à la mi-novembre 2011 à Bali en marge du 19^{ème} sommet de l'ASEAN qui a été organisé du 17 au 19 novembre 2011.

²⁹ KIM Jae Cheol, « Politics of regionalism in East Asia: the case of the East Asia Summit », *Asian Perspective* [en ligne], vol.34, n°3, 2010, disponible sur <http://www.asianperspective.org/articles/v34n3-d.pdf>

«Etat des lieux des tensions en Mer de Chine méridionale :
quelles perspectives pour 2012 ? »

Février 2012

Cependant, il subsiste au sein de l'ensemble des pays d'Asie du Sud-Est une nécessité d'acquérir une plus grande capacité de défense face à une Chine qui ne peut décemment plus nier ses motivations « de contrôle régional ».

Ce besoin pressant induit bien sûr un long et coûteux dispositif de renouvellement des arsenaux de défense pour la plupart des pays d'Asie du Sud-Est : l'ensemble de la région doit se préparer du mieux possible à ralentir la progression chinoise.³⁰

Dans le cas chinois, les principaux facteurs qui viennent dicter ses choix stratégiques s'expliquent très largement par une politique de modernisation de ses capacités maritimes. La volonté de combler le retard technologique avec le reste de la région incite Pékin à accélérer le développement de sa flotte.

C) La modernisation de la marine chinoise : menaces en vues ?

Le pays voit sa politique de défense se situer dans une période transitoire (avec une reconfiguration régionale sans cesse changeante depuis près d'une dizaine d'années et les attentats du 11 Septembre 2001). Cependant il est clair que les « objectifs vitaux » de Pékin (*core interests*) cités précédemment continueront d'être régulièrement mis en avant, et cela justifie (en grande partie) la modernisation et l'acquisition de nouveaux moyens de défense en vue de sanctuariser l'espace maritime chinois.

Ce n'est qu'au début des années 1970 que la Chine met en place une politique de modernisation de sa flotte initiée par Zhou Enlai : les missions navales chinoises consistaient jusqu'alors à assurer des opérations de surveillance du littoral chinois afin d'empêcher d'éventuels assauts des troupes nationalistes.³¹ Il faudra attendre 1983 pour assister à la première mission chinoise dans son espace maritime proche (*blue waters*) afin d'y conduire une série d'exercices au large des îles Paracels et Spratleys (respectivement *Xīshā* – 西沙 et *Nánshā* – 南沙 dans leurs appellations chinoises).³²

Au fil des années et au fur et à mesure du nombre d'opérations menées sur d'autres mers du globe (exercices joints, opérations de lutte contre la piraterie dans le Golfe d'Aden...), Pékin réaffirme ses choix stratégiques à travers la publication de Livres blancs sur la défense (un tous les deux ans depuis 1998) qui ne manquent pas d'éveiller des craintes au sein de la communauté internationale

³⁰ SHELDON-DUPLAIX Alexandre, « The PLA navy by 2020 » in « China's sea power reaching out to the blue waters », *China Analysis*, march 2011, disponible sur <http://www.ecfr.eu/page/-/China%20Analysis%200311.pdf>

³¹ YUNG Christopher D. *et al.*, « China's out of area naval operations: case studies, trajectories, obstacles, and potential solutions », INSS, n°3, december 2010, disponible sur <http://www.ndu.edu/inss/docUploaded/ChinaStrategicPerspectives3.pdf>

³² *Ibid.*

«Etat des lieux des tensions en Mer de Chine méridionale :
quelles perspectives pour 2012 ? »

Février 2012

(malgré la volonté chinoise de promouvoir une certaine « confiance mutuelle » avec ses voisins et l'écartement de tout risque de conflit aussi bien mondial que régional).³³

La Chine a inauguré son tout premier porte-avions le 10 août dernier : baptisé *Shilang* (en référence au nom de l'amiral d'origine mandchoue qui a conquis Taiwan en 1681), de conception soviétique (Varyag, acheté à l'Ukraine en 1997 et transféré à Dalian en 2002), il serait le premier d'une future série de trois porte-avions.³⁴ Ce porte-avion a fait beaucoup parler de lui dans les médias chinois, plus particulièrement autour du secret qui entourait ses véritables intentions.³⁵

La régulation des affaires maritimes est clairement devenue une priorité pour le gouvernement chinois : la Chine, toujours désireuse de perfectionner sa « relève stratégique », envoie régulièrement depuis maintenant une quinzaine d'années ses futurs officiers en formation dans les académies occidentales les plus prestigieuses, et reçoit également la visite de nombreuses délégations en retour.³⁶

Mais il ne faut pas non plus croire en un durcissement aveugle de la Chine au sujet de la résolution des tensions en Mer de Chine méridionale : Pékin a signé en 2002 un Code de conduite avec l'ensemble des pays de l'ASEAN visant à résoudre les contentieux maritimes et territoriaux.³⁷

Ce code ne vise pas nécessairement à remplacer la Convention des Nations Unies sur le droit de mer (Convention de Montego Bay) ratifiée en 1982, mais cherche plutôt à resituer le débat sur l'Asie orientale exclusivement.

Néanmoins, force est d'admettre que les définitions de l'espace maritime en Asie (et les usages qui lui sont liés) ne permettent pas une véritable cohabitation pacifique entre les acteurs régionaux voire même mondiaux (comme c'est le cas avec les Etats-Unis).³⁸ De plus, ce Code de conduite n'impose pas vraiment de contrainte juridique proprement dite puisque son efficacité s'est déjà montrée défaillante à la suite d'accrochages à propos de revendications des zones de pêches.³⁹

³³ NIQUET Valérie, « Le Livre blanc de la puissance chinoise en 2008 : essai de décryptage », *Monde Chinois, nouvelle Asie*, Numéro spécial *La puissance militaire chinoise*, été 2009, n°18, pp 7-84.

³⁴ A.B « La Chine, un voisin aux ambitions maritimes grandissantes », *Diplomatie*, n°52, septembre-octobre 2011, p 68.

³⁵ SHELDON-DUPLAIX Alexandre, « Porte-avions : en décryptant la presse chinoise », *DSI*, hors-série, n°15, décembre 2010-janvier 2011, pp 94-96.

³⁶ LI Minjiang « China and maritime cooperation in East Asia: recent developments and future prospects », *Journal of contemporary China*, vol.19, n°64, march 2010, pp 291-310.

³⁷ *Ibid.*

³⁸ VALENCIA Mark J., « Foreign military activities in Asian EEZs: conflict ahead? », National Bureau of Asian Research, Special Report, n°27, may 2011, disponible sur <http://www.nbr.org/publications/element.aspx?id=496>.

³⁹ YANG Fang, « La position de la Chine vis-à-vis de la Mer de Chine méridionale : problèmes et progrès », *DSI*, hors-série, n°15, décembre 2010-janvier 2011, pp 84-85.

«Etat des lieux des tensions en Mer de Chine méridionale :
quelles perspectives pour 2012 ? »

Février 2012

Conclusion

Plus que jamais, l'Asie du Sud-Est est à la croisée des chemins : elle cherche tant bien que mal à affirmer son identité à travers le processus de construction régionale assuré par les membres de l'ASEAN, tout en se méfiant d'une Chine qui ne cesse d'accroître son influence dans la région. Le principal défi à relever pour l'Asie du Sud-Est sera d'assurer son développement politique et économique, en intégrant de nouvelles contraintes de sécurité qui pourraient éviter de devenir un nouveau théâtre d'affrontements.⁴⁰

Pour l'heure, tout ce que nous pouvons raisonnablement supposer, est que de nouveaux incidents tels ceux de mai-juin 2011 survenus entre la Chine et le Vietnam, peuvent survenir à intervalles réguliers⁴¹, mais il est désormais certain qu'une meilleure gestion de la transition identitaire au sein de l'ASEAN est largement souhaitable pour l'équilibre général encore fragilisé et très dépendant de la présence américaine : l'administration Obama ne compte pas laisser à la Chine trop de marges de manœuvres et cherche à se repositionner dans le voisinage de ses partenaires historiques.⁴²

Washington est plus que jamais contrainte de conserver son leadership régional acquis au sortir de la Seconde Guerre Mondiale en resserrant toujours un peu plus son étau militaire autour d'une Chine de plus en plus sûre d'elle.⁴³ Il en ressort que le Vietnam (ancien « ennemi idéologique » du temps de la Guerre Froide) se révèle être un contrepoids décisif pour la bonne marche de la politique de containment à l'encontre de Pékin.⁴⁴

La Chine aurait signé avec le Vietnam (dans le cadre de la visite à Pékin du ministre vietnamien de la Défense au cours d'octobre dernier) un accord qui devrait mener au plus vite vers un apaisement des tensions en Mer de Chine méridionale.⁴⁵ Toutefois, il convient de se montrer prudent car il s'agit là encore pour la Chine de « gagner du temps » malgré le ton « amical » des négociations en cours.⁴⁶

⁴⁰ WHITE Hugh, « Why war in Asia remains thinkable », *Survival*, vol.50, n°6, 2008, pp 85-104.

⁴¹ GUILLARD Olivier, *op. cit.*

⁴² COURMONT Barthélémy, *La tentation de l'Orient : une nouvelle politique américaine en Asie-Pacifique*, Québec (Québec), Septentrion, Paris, Distribution du Nouveau Monde, 2010, 507 p. et MONTHEARD Xavier « Retrouvailles des États-Unis et du Vietnam », *Le Monde Diplomatique*, juin 2011, pp 4-5.

⁴³ On trouvera en annexe un récapitulatif des principales bases militaires américaines en Asie-Pacifique.

⁴⁴ JOURNOUD Pierre, « Un 'triangle stratégique' ? Le Vietnam entre la Chine et les États-Unis depuis la fin de la Guerre Froide », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°34, automne 2011, pp 125-136.

⁴⁵ 关于指导解决中国和越南海上问题基本原则协议 [Guan yu zhidao jie jue Zhongguo he Yuenan hai shang wenti jiben yuanze xieyi] (De la résolution des différends maritimes à travers les principes de l'accord signé entre la Chine et le Vietnam), Xinhuanet.com, page consultée le 13 octobre 2011, disponible sur http://news.xinhuanet.com/politics/2011-10/12/c_122144683.htm

⁴⁶ « China, Vietnam reach sea-spat settlement », Channelnewsasia.com, page consultée le 13 octobre 2011, disponible sur http://www.channelnewsasia.com/stories/afp_asiapacific/view/1158820/1/.html

«Etat des lieux des tensions en Mer de Chine méridionale :
quelles perspectives pour 2012 ? »

Février 2012

ANNEXE : Tensions frontalières et points de frictions les plus significatifs en Asie orientale :

- Revendication des **Iles Spratleys** en Mer de Chine méridionale (Chine, Vietnam, Malaisie, Philippines, Taiwan et Brunei).
- Revendication des **Iles Paracels** en Mer de Chine méridionale (Chine-Vietnam).
- Revendication des **Iles Diaoyu/Senkaku** en Mer de Chine orientale (Chine-Japon).
- Souveraineté territoriale sur les rochers de Liancourt - **Dokdo/Takeshima** - en Mer du Japon/Mer de l'Est (Japon-Péninsule coréenne).
- Revendication des **Iles Kouriles** dans la péninsule du Kamtchatka (Japon-Russie)
- Revendication chinoise des **Iles Quemoy et Amoy** (Jinmen en mandarin, et toutes deux sous contrôle de Taiwan)
- Souveraineté territoriale sur les **Ilots de Pedra Blanca et de Middle Rocks** (Singapour-Malaisie).
- Délimitation de la frontière maritime au nord de l'**Ile de Batam** (Singapour-Indonésie).
- Projet de création d'un canal dans **l'isthme de Kra** qui permettrait un contour du détroit de Malacca (Singapour-Malaisie-Indonésie et Thaïlande)

ANNEXE : Principaux pays d'Asie-Pacifique abritant des bases ou facilités militaires américaines

- **Australie** (Darwin)
- **Corée du Sud** (Séoul, Jinhae, Dongducheon, Gunsan, Osan, Pusan et Daegu)
- Territoire d'outre-mer des Etats-Unis d'Amérique (**Guam**)
- **Japon** (Atsugi, Camp Zama, Iwakuni, Kadena, Misawa, Okinawa, Sasebo, Yokosuka et Yokata)
- Territoire d'outre-mer du Royaume Uni (**Diego Garcia**)
- **Singapour** (base navale de Changi et base aérienne à Paya Lebar)